

## Vers la liberté...

Rudolf  
El-Kareh

Etonnants paradoxes.

Alors même que l'Organisation des Nations unies se trouve confrontée à l'un des moments les plus critiques de son histoire, un événement qui ne sera pas sans incidence est venu troubler positivement le rythme que l'Impérium voudrait implacable dans la marche qu'il a entamée pour asseoir son hégémonie. L'un des outils les plus nobles et les plus généreux – je parle de l'esprit

fondateur de la Charte – imaginés par les communautés humaines dans le but d'humaniser autant que possible les relations

internationales est en effet l'objet de manipulations malsaines et immorales destinées à le transformer en instrument et en relais docile de la marche impériale. La stratégie des groupes au pouvoir à Washington est si ouvertement manifeste que le même individu – John Bolton – qui disait, textuellement, que ce serait « *une bonne chose de raser une dizaine d'étages de la maison de verre de New York* », a été désigné par le président américain comme nouveau proconsul des Etats-Unis aux Nations unies.

L'événement qui a créé la surprise a été l'étonnante résistance d'un groupe de chercheurs et d'experts rattachés au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) – événement d'autant plus important que ce groupe d'experts, appartenant à plusieurs disciplines, est celui qui a été chargé depuis quelques années déjà de rédiger des rapports annuels sur l'état du développement humain dans le monde arabe.

Souvenons-nous-en... C'est bien en faisant référence à ces rapports du PNUD que le prédécesseur de Condoleezza Rice au Département d'Etat américain, Colin Powell, avait pu lancer sa campagne dite de « démocratisation » du monde arabe – ultérieurement désigné sous l'appellation de « Grand Moyen-Orient » – pour un coût de 28 millions de dollars. La « campagne de démocratisation » était ensuite devenue le

titre générique de l'offensive militaire et politique inaugurée avec l'occupation de l'Irak – pour un coût, cette fois-ci, de plusieurs centaines de milliards de dollars – après la révélation publique des mensonges concernant les « armes de destruction massive ».

A l'époque, et notamment après la publication des deux premiers rapports, les idéologues de Washington, et surtout les néoconservateurs et les escadrons « d'orientalistes » produits par l'école de Bernard Lewis et par les « think tanks » gravitant autour de l'Aipac, du Washington Institute for Near East Policy (« likoudistes » de Washington), de l'American Institute et d'autres organismes de l'extrême droite américaine avaient unanimement pavoisé. Le rapport du PNUD ne venait-il pas conforter les thèses essentialistes et culturalistes de Bernard Lewis, le père intellectuel des groupes qui manipulent la politique américaine dans cette région du monde et qui, partis du Pentagone, ont désormais la haute main sur la Maison-Blanche et les principaux appareils de la fédération ? Les premiers rapports (en raison de maladresses méthodologiques générées par le modus operandi même de ce type d'exercice, et d'une « culture » analytique basée d'abord sur des « indicateurs » abstraits) ne reprenaient-ils pas les thèses de Lewis ? Ne démontraient-ils pas ce que Lewis s'acharne à répéter depuis son plus jeune âge : que le « monde musulman » (les Arabes sont noyés dans l'amalgame) est congénitalement porteur des germes de son « sous-développement » depuis le VII<sup>e</sup> siècle, que rien n'a changé depuis cette époque, et que tout changement ne saurait être apporté que « de l'extérieur » comme en une sorte d'opération de modification génétique, dont l'intervention militaire en Irak peut être considérée comme une expérience *in vivo*. La malhonnêteté intellectuelle est en l'occurrence évidente. Les premiers rapports sur l'état du monde arabe faisaient un constat des lieux. Ils étaient d'abord descriptifs. Ils furent détournés à

d'autres fins. Les critiques formulées par de nombreux intellectuels arabes, les débats au sein de l'équipe firent prendre conscience que « l'état du monde arabe » ne pouvait être établi de manière statique, et qu'il ne pouvait être appréhendé qu'à travers l'analyse complexe et croisée de ses dynamiques, c'est-à-dire des interactions entre les facteurs internes et externes qui concourent à produire son « état ». Telle fut la démarche lors de la préparation du rapport pour l'année 2004, intitulé très justement « Vers la liberté dans le monde arabe ».

On était désormais dans un nouveau registre. On passait de la description aux mécanismes du réel social ; devant une telle situation, l'idéologie était contrainte de baisser le pavois. Oui, la responsabilité de l'état du monde arabe était partagée et incombait autant aux causalités internes qu'aux causalités externes. Oui, ces facteurs internes sont d'ordre économique, social et politique et non culturel comme le prétend l'essentialisme lewissien et ses clones. Oui, l'occupation israélienne et l'invasion de l'Irak sont des facteurs de sous-développement. Mais c'est surtout l'approche du politique qui a mis en rage l'Impérialisme. Nous aurons l'occasion de revenir sur le contenu très riche de ce rapport 2004 et de ses implications concrètes sur la vie politique, culturelle, sociale et économique dans les pays arabes. Constatons qu'il marque désormais une fracture réelle vis-à-vis des stratégies de fragmentation sociétale fondées, pour résumer, sur la protection des « intérêts nationaux » américains au détriment des intérêts des sociétés et des peuples que l'Impérialisme prétend libérer.

Le rapport montre en effet que cette « libération » n'est en réalité qu'un formalisme institutionnel destiné à pérenniser des régimes et des systèmes exécutifs locaux assurant le relais de la puissance impériale. Le rapport montrait bien le lieu où le bât blesse. Il fallait donc empêcher sa publication. Par tous les moyens de pression possibles, Washington s'est acharné à tenter d'empêcher

la diffusion du rapport puis de le censurer.  
L'équipe rédactionnelle a tenu bon.  
L'acharnement des Etats-Unis, relayés par certains gouvernements arabes « amis », révèle le vrai visage de la « démocratie » que prétend apporter l'Impérium dans cette région du monde, en recyclant des systèmes autocratiques pour les transformer en relais dociles de ses propres intérêts.

Le refus de plier sous les pressions manifesté par les auteurs du rapport est un véritable acte de résistance. Il doit être transformé et valorisé. Il doit être aussi le début d'un processus de construction, d'une dynamique de construction fondés sur la réappropriation par les sociétés arabes de leur mouvement d'autonomie autant vis-à-vis des pouvoirs exécutifs en place que des dynamiques hégémoniques de l'Impérium. C'est dans une telle perspective que commencera à se dessiner progressivement, dans le monde arabe, un vrai mouvement vers la liberté...

—R. El-K.  
Avril 2005